



Le démantèlement du fédéralisme suisse



Depuis la fondation de la Confédération suisse, le fédéralisme garantit le droit du peuple à l'autodétermination. Avec l'influence croissante de l'UE, le gouvernement tente de saper ce droit populaire. La Suisse sera-t-elle alignée sur une UE centralisée ? Ou la Suisse est-elle même menacée par la dissolution des cantons ? Kla.TV rappelle les plans stratégiques correspondants du gouvernement fédéral.

L'Union européenne (UE) doit être « renouvelée » fondamentalement. L'objectif est une confédération européenne organisée à la manière des États-Unis d'Amérique. Dès 1953 était planifiée la création d'une communauté d'États au sens d'« États-Unis d'Europe ». Tout le projet, incluant un petit gouvernement européen et une deuxième chambre sous son contrôle, était sur la table, prêt à être mis en œuvre.

La France ayant bloqué au moment décisif ce plan d'une Europe centraliste, les forces motrices de l'UE ont dû se contenter provisoirement de l'établissement d'une union douanière. Mais la vision d'une Europe centralisée n'a jamais vraiment été abandonnée et a ensuite été poursuivie sans relâche par ceux qu'on appelle les « politiciens de l'Europe ». En Suisse aussi persistent depuis longtemps des tentatives d'éloigner le pays de l'autonomie administrative régionale avec 26 cantons en direction d'un centralisme qui conformerait la Suisse à l'UE.

Il y a déjà une dizaine d'années le think-tank « Avenir Suisse » s'est exprimé en faveur d'une restructuration de la Suisse avec cinq ou sept espaces métropolitains. La région métropolitaine, qui est souvent appelée espace métropolitain en Suisse, est une région comportant une ou plusieurs grandes villes, des petites villes et la zone rurale environnante.

Actuellement, dans le « Projet de territoire Suisse » édité par la Confédération, des idées, des fils conducteurs et des analyses sur la structure future de la Suisse sont décrits sur 107 pages. Ce document définit douze territoires métropolitains qui correspondraient à de nouvelles unités d'organisations parfaites. Les auteurs évitent certes de qualifier les territoires d'action de substituts des cantons, mais la tendance est évidente : La démocratie de base qui s'est développée historiquement et a fait ses preuves doit être démantelée et la Suisse doit être gouvernée de façon de plus en plus centraliste. Une nouvelle étape de la tactique de salami vers une adhésion insidieuse à l'Union européenne !?

De tels efforts, qui visent à abolir le droit à l'autodétermination des groupes ethniques et le fédéralisme suisse, sont généralement amplifiés par les principaux médias, mais font l'objet d'un examen critique par les médias de dévoilement tels que Kla.TV. Pour terminer, voici une citation du conseiller fédéral suisse Ueli Maurer : « Soyons prudents si on nous fait miroiter un beau nouveau monde dans lequel le temps des petits États ou des États individuels sera dépassé. »

de [dd./brm./al./sr](http://dd.brm./al./sr).

Sources:

www.schweizerzeit.ch/cms/index.php?page=/news/die_geplante_zerschlagung_des_foederalismus-3132

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#Suisse - www.kla.tv/Suisse

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.